

# La nouvelle équipe de campagne doit afficher le symbole du rassemblement, conserver la ligne du renouveau

## Benoît Hamon entre dans la mécanique de la campagne

### Gros œuvre

**Vendredi, Benoît Hamon doit révéler la liste des membres de son équipe de campagne, composée de plusieurs dizaines de personnalités politiques.** Avec le dévoilement de son nouveau QG dans le X<sup>e</sup> arrondissement de Paris, il pourra alors démarrer la campagne.

Jean-Jérôme Bertolus

POUR BENOÎT HAMON, l'alchimie s'annonce très délicate. Après avoir gagné la campagne des primaires à la tête d'un commando, il doit désormais bâtir une véritable équipe de campagne présidentielle. Cela signifie réorganiser et surtout muscler sa toute petite équipe de fidèles. Sans droit à l'erreur, compte tenu de l'extrême brièveté de la campagne, moins de quatre-vingts jours. « Il faut qu'il se dépêche, l'électorat est très volatil, comme le montre un dernier sondage. Dans une présidentielle, cela arrive de tous les côtés à la fois, il faut être très organisé pour réagir vite », observe un proche d'Arnaud Montebourg. Une organisation lourde à imaginer, qui doit être efficace dès le premier jour et se piloter en douceur.

« Il y a plusieurs cercles dans une campagne. Le premier cercle, ce sont les trois ou quatre qui ne quittent jamais le candidat. Le deuxième cercle est ceux qui sont dans l'opérationnel et enfin ceux qui figurent dans l'organigramme au titre du conseil politique », note un parlementaire. Au bout du compte, largement plus d'une centaine de personnes. « Il faut faire de la place, le but c'est d'intégrer des proches de Valls, Montebourg, Peillon, Aubry et Hollande », explique Alexis Bachelay, actuel porte-parole du candidat.

« J'ai donné trois ou quatre noms », admet François Kalfon, ex-directeur de campagne d'Arnaud Montebourg. Pour lui, pas question d'un poste en première ligne mais il devrait figurer dans l'organigramme. « Nous discutons sur quelques personnalités et du niveau de responsabilités qui pourrait leur être confié »,

**« Il faut de nouveaux visages. Rien ne serait pire qu'une équipe façon congrès, à l'aulne des sensibilités du PS », assure un pilier de la rue de Solferino**

souligne de son côté Didier Guillaume, ex-directeur de campagne de Manuel Valls. L'équipe intégrera également des Verts, comme Noël Mamère, député-maire de Bègles qui a soutenu Benoît Hamon dès la mi-janvier, du moins si un accord avec ELLV intervient rapidement.

**Poids lourds.** Mais des dizaines d'élus se sont déjà fait connaître auprès de Benoît Hamon, sans passer par les anciennes écuries. « Je ne suis pas le butin de Manuel Valls, ni la prise de guerre du vainqueur de la primaire », sursaute Luc Carvounas, proche de l'ancien Premier ministre, qui pourrait devenir l'un des nouveaux porte-parole de Benoît Hamon. Une nouvelle génération - Matthias Fekl, secrétaire d'Etat au Commerce, et Najat Vallaud-Belkacem, la ministre de l'Education, ou encore Christine Revault d'Allones, présidente de la délégation des socialistes français au Parlement européen... - devrait également faire partie de l'équipe de Benoît Hamon. « Il faut de nouveaux visages. Rien ne serait pire qu'une équipe façon congrès, à l'aulne des sensibilités du PS », assure un pilier de la rue de Solferino.

Des jeunes mais aussi des poids lourds. Subtil dosage. La lourdeur d'une équipe de campagne présidentielle est très loin de la bande de potes dont s'est entouré Benoît Hamon, pourtant l'un des clefs de sa victoire. Il va devoir maintenant tailler dans le vif. Directeur de campagne, tour de contrôle et chef d'orchestre du candidat, Mathieu Hanotin, député de Seine-Saint-Denis, 38 ans, surnommé « le mécanicien », qui a piloté les meetings et les déplacements de Benoît Hamon, jusqu'au deuxième tour des primaires, pourrait ainsi céder sa place. « Je ne peux pas tout faire », lâchait-il en fin de semaine dernière à son entourage.

La présidentielle imposerait à Benoît Ha-

mon de prendre une personnalité plus recon- nue. Jean-Marc Germain, député des Hauts-de-Seine, proche de Martine Aubry, mari d'Anne Hidalgo, dont le nom avait circulé en 2014 pour le portefeuille du travail, pourrait lui succéder. « Il est taillé pour le job, c'est un ordinateur ambulant », estime l'un de ses amis. Jean-Marc Germain pourrait aussi se voir proposer le poste de chef de projet, le responsable de tous les experts thématiques.

Les affidés de Martine Aubry devraient faire une entrée en force dans l'équipe de Benoît Hamon. François Lamy, ancien ministre de la Ville, serait chargé des relations entre le QG et le parti. En attendant, il dresse pour Benoît Hamon des listes de personnalités sur les questions de logement et celles liées aux quartiers, susceptibles d'intégrer « les pôles thématiques ». Autre poste très sensible : les finances de la campagne. Régis Juanico, député de la Loire, devrait devenir trésorier. Comme il l'était au PS, entre 2008 et 2012.

Dans cette pesante mécanique, les députés ne seront pas oubliés. « Les sujets dans le radar à Paris ne sont pas forcément les préoccupations qui émergent en province », observe Olivier Faure, président du groupe socialiste à l'Assemblée. Il faut éviter de rééditer l'erreur de 2002, d'une équipe de campagne déconnectée. « Il faut surtout que ces remontées soient intégrées dans les discours et les déplacements C'est là où une équipe est efficace ou pas », remarque un député.

@jbertolus



Vainqueur surprise de la primaire, **Benoît Hamon** doit muscler sa toute petite équipe de fidèles. Sans droit à l'erreur, compte tenu de l'extrême brièveté de la campagne, moins de quatre-vingts jours.

## Marine de Bazelaire est directrice du développement durable chez HSBC France

### « Les banques ont un rôle pour limiter le réchauffement »

#### Peigne vert

Comme toutes les banques françaises, **HSBC France va révéler dans son prochain rapport annuel quelle est la « part verte » de ses activités**, une obligation qui ne s'applique pas en dehors de l'Hexagone.

Interview Irène Inchauspé

**Pourquoi HSBC France a-t-elle évalué l'alignement de son bilan sur les objectifs européens de transition énergétique ?**

C'est une obligation qui découle de l'article 173 de la loi de transition énergétique. Celui-ci oblige entre autres les banques à communiquer, à partir de l'exercice 2016, sur les risques climatiques des actifs financiers qu'elles gèrent. Elles doivent aussi rendre compte de leur participation à l'émergence d'une économie bas carbone. La France est le premier pays à imposer cela à son secteur financier. Même s'il est vrai que les banques françaises sont les plus contraintes depuis longtemps dans ce domaine climatique, j'estime que c'est une vraie avancée. Nous avons aussi notre rôle à jouer pour faire en sorte que le réchauffement climatique ne dépasse pas les 2 degrés. Nous pouvons bien sûr y contribuer en finançant des projets « écologiques » ou en émettant des « green bonds », des obligations vertes. Mais également en accordant des crédits à l'ensemble de nos clients qui, chacun à leur mesure, accompagnent la transition écologique en modifiant certains process, certaines filières d'approvisionnement, voire leur stratégie. C'est sur cette partie de financement aux entreprises que s'est portée notre analyse et ce, afin d'avoir une première idée de notre contribution à la transformation environnementale de l'économie et des leviers que nous avons pour ne pas dépasser le seuil des « 2 °C ».



Selon **Marine de Bazelaire**, « entreprises et banques ont tout à gagner à mieux identifier la « part verte » de leurs activités ».

**Comment avez-vous procédé ?**

L'idée était d'abord d'établir un état des lieux de l'alignement des financements avec les enjeux de la transition énergétique et climatique pour deux secteurs clés : l'énergie et le transport. Ensuite, d'obtenir des éléments tangibles pour mettre au point une stratégie bas carbone, conforme aux exigences de cet article 173. Notre encours de crédit dans ces deux secteurs représente environ 3 milliards d'euros. Pour que notre analyse soit significative, nous nous sommes fixé un seuil de matérialité de 2 millions d'euros, ce qui nous permet de couvrir 89% de notre activité dans ces deux secteurs. La majorité des crédits que nous accordons ne sont pas affectés, c'est-à-dire qu'elle n'oblige pas plus l'entreprise à utiliser ces fonds spécifiquement pour améliorer l'efficacité énergétique d'un process qu'à s'en servir pour la mise à niveau d'un logiciel de gestion des ressources humaines ou autre projet. Il a donc fallu analyser non pas les sous-jacents de nos prêts mais notre contribution au développement des entreprises dans ces deux secteurs, en fonction de leurs activités (pétrole, aérien, électricité...). Pour ce faire nous avons travaillé avec la société Carbone 4 qui, grâce aux informations publiques agrégées sur la grande majorité des entreprises de notre portefeuille, a pu procéder à une étude approfondie. Par exemple, pour les compagnies aériennes, ils ont été à même de calculer les émissions de CO<sub>2</sub> par passager et par kilomètre transporté. Pour les fabricants de voiture, l'intensité CO<sub>2</sub> moyenne des véhicules vendus et la part des véhicules électriques dans les ventes ont aussi été relevées. Chaque entreprise a été ensuite comptée au prorata de nos encours la concernant.

**Quelles sont les conclusions de cet examen ?**

Notre « mix électrique » est majoritairement dominé par le nucléaire, alors que le charbon-fioul n'est présent qu'en très faibles quantités. De ce fait, même si notre part en énergies renouvelables est faible, notre mix est très peu carboné par rapport aux références de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui définit la trajectoire 2 degrés. Notre mix énergétique confirme l'effectivité de nos politiques sectorielles avec zéro charbon. En matière de transports, nous sommes très présents dans l'aérien et le maritime et très peu sur le transport terrestre, alors qu'une grande partie des investissements nécessaires à la décarbonation du secteur des transports le concernera, selon l'AIE. La première estimation de la « part verte » financée par HSBC France est faible au regard de sa contribution à la transition énergétique. Cette analyse n'aurait pas pu être effectuée sans les informations publiques des entreprises que nous finançons. La réglementation française rend cet exercice possible. Fin 2016, la Fédération bancaire française (FBF) a aussi formulé une proposition à l'Europe : le green supporting factor qui serait un facteur de soutien au financement de la transition énergétique, avec notamment une moindre pondération en fonds propres des crédits finançant des activités bas carbone. Entreprises et banques ont tout à mieux identifier la « part verte » de leurs activités.

@inchauspé

### Le bon grain et l'ivraie

Frédéric Gonand

#### Conjoncture : les facteurs de risque de 2017

L'ENCÉPHALOGRAMME du débat économique actuel en France étant plat, tournons nos regards vers l'international pour évaluer les tendances qui devraient être à l'œuvre cette année.

La fin de l'année 2016 a globalement apporté des bonnes nouvelles : fin de la décélération de l'activité à l'œuvre depuis cinq ans en Asie, redressement du prix du baril qui constitue une bonne nouvelle pour les économies exportatrices, à commencer par la Russie, marchés du travail relativement bien orientés en Europe... Aux Etats-Unis, les perspectives d'activité sont encourageantes avec les mesures de relance du nouveau président. Le marché du travail américain est revenu au plein-emploi, ce qui alimente les anticipations d'inflation - laquelle dépasse sur douze mois le seuil des 2% - et donc une remontée graduelle probable des taux longs. La divergence des politiques monétaires entre les Etats-Unis et l'Europe devrait s'accroître, avec une tendance probable à l'appréciation du dollar et une dépréciation de l'euro contre toutes monnaies, qui devrait aider nos exportateurs.

**Anémie.** Les facteurs de risque ne manquent pas. La remontée des taux longs aux Etats-Unis est potentiellement dangereuse pour les agents privés en Asie et les entreprises dont le degré d'endettement est toujours plus élevé. La situation en Europe n'est pas propice aux investissements de long terme, vu l'incertitude durable qu'introduit le Brexit sur la plupart des processus communautaires. La politique économique du président Trump

demeure assez peu précise avec le risque d'un doublement du déficit public d'ici à quatre ans, qui soulèverait des problèmes de soutenabilité de la dette publique et d'affaiblissement du dollar à moyen terme. La tentation protectionniste peut aussi s'avérer mortifère si elle devait se matérialiser de façon durable. Elle pèserait rapidement sur le bien-être des ménages américains.

Sur les marchés financiers, le problème lancinant du manque d'opportunités claires d'investissement devrait se prolonger en 2017. La crise financière a durablement abaissé les taux de croissance potentielle, y compris aux Etats-Unis. La décélération des populations actives dans le monde liée au vieillissement et l'anémie des gains de productivité se poursuivent. La recherche de rendement a poussé les cours des actions à des niveaux relativement élevés qui ne ménagent pas de marge de progression importante.

La nouveauté pourrait venir des marchés des matières premières. L'écart de la production par rapport à son niveau potentiel est désormais faible aux Etats-Unis comme en Chine, et la poursuite d'une croissance, même raisonnable, pourrait donc introduire des tensions sur les marchés des matières premières. Les évolutions récentes du marché du fer et donc de l'acier pourraient être observées sur d'autres marchés connexes (charbon sidérurgique, nickel et peut-être pétrole en fonction du taux de croissance de la Chine).

@FredericGonand

Frédéric Gonand est professeur d'économie associé à l'Université Paris-Dauphine